

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 23/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2023

Contexte et constats

Publié sur



SCCU CENTRALE THERMIQUE

16 rue Henry Wilhelm
CS 20078
68027 Colmar

Références : [0387_2023_02_15_SCCU_inspSEQE \(quotas CO2\)](#)

Code AIOT : 0006700387

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2023 dans l'établissement SCCU CENTRALE THERMIQUE implanté RUE HENRY WILHELM 68000 Colmar. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCCU CENTRALE THERMIQUE
- RUE HENRY WILHELM 68000 Colmar
- Code AIOT : 0006700387
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SCCU exploite une chaufferie urbaine composée de 4 installations de combustion au gaz naturel et d'une installation de combustion fonctionnant à la biomasse pour une puissance totale autorisée de 61,6 MW. Le fonctionnement des installations est réglementé par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 06/04/2022 et du 17/10/2017 relatif à la réduction des émissions atmosphériques en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant (procédure préfectorale d'alerte).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cohérence du plan de surveillance version 1 par rapport à la réalité de l'installation

- Cohérence du plan méthodologique de surveillance version 1 par rapport à la réalité de l'installation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	dépôt d'un PMS à jour	Règlement européen du 19/12/2018, article 2018/331 DE LA COMMISSION - Article 6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	cohérence des moyens de mesures et schéma	Règlement européen du 19/12/2018, article 2018/331 DE LA COMMISSION - Article 6 et Article 11 4.	/	Sans objet
2	niveaux de méthode pour la chaleur mesurable	Règlement européen du 19/12/2018, article 2018/331 DE LA COMMISSION - Article 7 et section 4.5 de l'annexe VII	/	Sans objet
4	Biomasse et critère de durabilité	Règlement européen du 20/12/2018, article 2020/331 DE LA COMMISSION - Article 38	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre une nouvelle version de PMS ainsi que les demandes de dérogation adéquates, dans un délai de 3 mois, la version 1 du PMS n'ayant pas été approuvée par Monsieur le Préfet du Haut-Rhin.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : cohérence des moyens de mesures et schéma

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 2018/331 DE LA COMMISSION - Article 6 et Article 11 4.
Thème(s) : Risques chroniques, Activité : Données d'activité et moyens de mesure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 6 -Obligation générale de surveillance L'exploitant d'une installation qui demande à bénéficier d'une allocation à titre gratuit ou qui obtient cette allocation en vertu de l'article 10 bis de la directive 2003/87/CE surveille les données à fournir énumérées à l'annexe IV du présent règlement, sur la base d'un plan méthodologique de surveillance approuvé par l'autorité compétente au plus tard le 31 décembre 2020.</p> <p>Article 11 -Système de contrôle 4. : Aux fins du paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que tout l'équipement de mesure nécessaire est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant l'utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, et qu'il est adapté aux risques mis en évidence.</p> <p>Lorsque des composants des systèmes de mesure ne peuvent pas être étalonnés, l'exploitant désigne ces composants dans le plan méthodologique de surveillance et propose des activités de contrôle de remplacement.</p> <p>Si l'équipement n'est pas jugé conforme aux exigences requises, l'exploitant prend rapidement les mesures correctives qui s'imposent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection plusieurs incohérences ont été relevées entre le schéma descriptif commun au PDS et PMS, et la réalité de l'installation. À la sortie de l'installation, un seul compteur d'énergie est représenté sur le schéma pour mesurer la chaleur. La présence de deux compteurs sur le site a été constatée. L'exploitant a déclaré utiliser le relevé des deux compteurs pour ces déclarations de niveau d'activité. Il est demandé à l'exploitant de bien représenter ces deux compteurs sur le schéma de l'installation.</p> <p>Sur ce même schéma, deux compteurs sont représentés servant à déterminer l'énergie thermique provenant de la vapeur du centre de valorisation énergétique (CVE) en dehors de l'installation (et hors SEQE). Ces deux compteurs sont en réalité présents sur le site du CVE. L'exploitant doit donc représenter ces compteur vapeur et retour condensat en dehors des limites de l'installation.</p> <p>Il a également été demandé à l'exploitant de faire apparaître les retours eau chaude et vapeur sur le schéma, ainsi que la limite de la sous-installation chauffage urbain afin d'améliorer la compréhension du fonctionnement du site lors de l'instruction des PMS et PDS.</p> <p>Lors de l'inspection de l'installation la présence de sondes de température servant au comptage de la chaleur produite a été constatée. Ces sondes étaient présentes sur les retours des chaudières basse température 1, 2 et 3. Il a été demandé à l'exploitant de détailler les explications de l'annexe 2 du PMS du calcul de la chaleur produite par les 3 chaudières basse température et de mentionner les retours d'eau chaude.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : niveaux de méthode pour la chaleur mesurable

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 2018/331 DE LA COMMISSION - Article 7 et section 4.5 de l'annexe VII
Thème(s) : Risques chroniques, Activité : chaleur mesurable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 7 - Principes de la surveillance Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous-installations. Les exploitants appliquent les méthodes de détermination énoncées à l'annexe VII, font preuve de la diligence appropriée et utilisent des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII. 4.5. Sélection des sources de données aux fins de la quantification des flux d'énergie [...] Lorsque aucune information n'est disponible pour certains paramètres (comme la température et la quantité de condensats restitués) qui sont nécessaires pour déterminer les flux nets de chaleur mesurable, les dispositions de la section 7 doivent être appliquées. Conformément à la section 7, plusieurs paramètres doivent être déterminés en vue d'établir les quantités annuelles nettes de chaleur mesurable. L'évaluation simplifiée de l'incertitude menée conformément à l'article 7, paragraphe 2, point c), devrait dès lors viser la détermination de la quantité annuelle nette de chaleur aux fins de la sélection des méthodes visées aux points b) à f) dans les cas où il n'est pas fait recours aux sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude.
Constats : Il a été constaté lors de l'inspection que les compteurs en sortie des chaudières 4 de secours et 5 au bois, sont des débitmètres massiques comme l'a décrit l'exploitant dans l'annexe 2 du PMS. La chaudière 4 de secours était à l'arrêt lors de l'inspection. L'exploitant a déclaré qu'une seule sonde de température sur le circuit de retour de l'eau alimentaire servait au comptage de l'énergie thermique. Le niveau de méthode 4.5 b) « pour la détermination directe d'un ensemble de données ne relevant pas du point a), les valeurs données par des instruments de mesure placés sous le contrôle de l'exploitant » mentionné dans le PMS version 1, est bien le niveau appliqué pour la quantification de tous les flux de chaleur mesurable produite. La chaleur importée provenant du CVE n'est pas mesurée au sein de l'installation, un niveau de méthode 4.5c) « pour la détermination directe d'un ensemble de données ne relevant pas du point a), les valeurs données par des instruments de mesure non placés sous le contrôle de l'exploitant » ou 4.5a « pour la détermination directe d'un ensemble de données, les valeurs données par des instruments de mesure soumis à un contrôle métrologique légal national ou par des instruments de mesure conformes aux exigences de la directive n° 2014/31/UE ou de la directive n° 2014/32/UE; » est à mentionné dans le PMS, ce qui n'est pas le cas dans sa version 1.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : dépôt d'un PMS à jour

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 2018/331 DE LA COMMISSION - Article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Activité : mise à jour du PMS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Obligation générale de surveillance L'exploitant d'une installation qui demande à bénéficier d'une allocation à titre gratuit ou qui obtient cette allocation en vertu de l'article 10 bis de la directive 2003/87/CE surveille les données à fournir énumérées à l'annexe IV du présent règlement, sur la base d'un plan méthodologique de surveillance approuvé par l'autorité compétente au plus tard le 31 décembre 2020.
Constats : L'exploitant a transmis un PMS dans sa version 1 sur la plateforme démarches simplifiées le 29 mai 2019 (dossier 515679). Dans un courrier adressé à l'exploitant datant du 2 décembre 2020, Monsieur le Préfet du Haut-Rhin notifiait l'exploitant de modifier son PMS et de transmettre les demandes de dérogations adéquates dans un délai maximal d'un mois. L'exploitant n'a pas fourni les documents demandé dans le délai imparti. Il est donc demandé à l'exploitant de modifier son PMS en prenant en compte les remarques faites dans le présent rapport et de fournir les demandes de dérogations nécessaires dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Biomasse et critère de durabilité

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/12/2018, article 2020/331 DE LA COMMISSION - Article 38
Thème(s) : Risques chroniques, Émission : biomasse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsqu'il est fait référence au présent paragraphe, les biocarburants, les bioliquides et les combustibles issus de la biomasse utilisés pour la combustion satisfont aux critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre établis à l'article 29, paragraphes 2 à 7 et paragraphe 10, de la directive (UE) 2018/2001.</p> <p>Toutefois, les biocarburants, les bioliquides et les combustibles issus de la biomasse produits à partir de déchets et de résidus, autres que les résidus de l'agriculture, de l'aquaculture, de la pêche et de la sylviculture, ne doivent remplir que les critères énoncés à l'article 29, paragraphe 10, de la directive (UE) 2018/2001. Le présent alinéa s'applique également aux déchets et résidus qui sont d'abord transformés en un produit avant d'être transformés ensuite en biocarburants, bioliquides et combustibles issus de la biomasse.</p> <p>Constats :</p> <p>Dans le PDS et les déclaration d'émissions l'exploitant a nommé un flux « biomasse » mais ne décrit pas la nature exacte de ce flux de combustible. Il est demandé à l'exploitant de renommer plus explicitement ce flux lors de la prochaine mise à jour du PDS. Il a été confirmé lors de l'inspection que ce flux est un flux de plaquettes forestières. Les quantités de combustibles livrées sont mesurées par le fournisseur ONF énergie au moyen d'instruments de mesure sous métrologie légale. L'exploitant a fourni une copie de la première page du carnet métrologique de l'instrument de pesage de son fournisseur.</p> <p>Le PCI, le taux d'humidité et les quantités des lots de plaquettes livrées sont indiqués sur les factures. L'exploitant effectue une vérification du taux d'humidité dans un laboratoire interne. Ce taux d'humidité sert à déterminer le PCI des plaquettes par calcul. L'exploitant à expliquer que le PCI utilisé pour le calcul des émissions est déterminé à partir des factures de son fournisseur ce qui est cohérent avec les indications du PDS.</p> <p>Pour la déclaration 2024 des émissions de l'année 2023, les exploitants utilisant des plaquettes forestière devront justifier de la durabilité du combustible pour pouvoir déclarer des émissions nulles selon l'article précité. L'exploitant n'a pas entamé pour l'instant de démarche avec son fournisseur quant à la justification de la durabilité des plaquettes forestières. L'Inspection a rappelé à l'exploitant les obligations quant aux flux de biomasse durable pour la déclaration de 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet